

francophonie. On peut à l'image de d'autres groupements comme l'Organisation des États américains ou le Commonwealth qui sont devenus de véritables instances politiques. D'abord, d'une façon concrète, le Canada va appuyer la création d'un poste de secrétaire général de la francophonie. Ceci va donner une voie politique véritable et crédible à la communauté francophone. Également, nous allons approfondir, à l'occasion du sommet de Cotonou, l'action politique qui pourrait s'engager, par exemple, dans la voie de la prévention des conflits. Le Canada est, à cet égard, l'instigateur d'une initiative pour la prévention des conflits. Nous pensons surtout en Afrique où il y a des conflits en ébullition constante que la prévention des conflits, la diplomatie préventive doit être beaucoup plus active que dans le passé.

MICHEL PICARD: Diriez-vous, M. Ouellet, que vous êtes sur le point de faire un petit peu ce qu'on a fait au Commonwealth? Est-ce que les pays de la francophonie seraient prêts à exclure un pays qui n'est peut-être pas sur la bonne voie comme on l'a fait au Commonwealth avec le Nigéria?

ANDRÉ OUELLET: C'est une culture qui n'est pas propre à ce moment-ci au pays de la francophonie mais nous espérons que d'ici peu, ce sera le cas. Jusqu'à date, les présidents de tous ces pays ont été très très réticents à s'émettre (sic) dans les affaires internes de leurs voisins. Mais, on ne peut pas rester insensible à les abus de pouvoirs, à la violation des droits de la personne qui malheureusement sont l'apanage de plusieurs des pays. Par